

# Préface – Les temps ont changé

## *Times Have Changed*

**Daniel Cohen\***

Que d’eaux ont coulé sous les ponts depuis le premier numéro d’*Économie et Statistique*. Il y a cinquante ans, la France sortait tout juste du « grand bazar » politique et social que fut Mai 68. Elle était portée par une grande poussée de croissance, les « Trente Glorieuses », selon la formule célèbre de Jean Fourastié. Comme le rappelle l’article de **Didier Blanchet et Fabrice Lenseigne**, dans ce numéro qui reprend quelques-unes des grandes questions qui ont marqué notre changement d’époque, le revenu des Français a été multiplié par un facteur 4.5 depuis 1960. Qui gagne, disons, 2 000 euros par mois aujourd’hui, en aurait gagné 450 hier ! Les chiffres sont certes en partie abstraits, ils donnent néanmoins la mesure de la formidable transformation qu’ont connue les Français au cours de cette période. Blanchet & Lenseigne rappellent aussi pourquoi la frustration est désormais de mise : nous ne cessons d’enregistrer une décélération de la croissance. La productivité du travail, qui résume les progrès de notre système technique, est passée d’un rythme de croissance de 4.5 % l’an de 1960 à 1975 à 2.1 % de 1974 à 1992, 1.1 % de 1993 à 2008 pour venir quasiment mourir, à un rythme annuel de +0.6 % de 2008 à nos jours. La traduction en termes de revenus disponibles est mécanique : ils progressent de plus en plus lentement. Si l’on prend en compte la démographie en corrigeant le revenu des ménages par leur taille (selon la méthode des unités de consommation qui donne un poids moindre aux enfants), le revenu stagne depuis dix ans, alors qu’il doublait tous les quinze ans en début de période !

Les causes de ce ralentissement sont nombreuses : la fin de la phase au cours de laquelle la France rattrapait son retard (économique) à l’égard des États-Unis, et plus généralement la baisse du progrès technique, aux États-Unis mêmes, qui traduit l’essoufflement de la dynamique portée par la croissance industrielle. Le même Fourastié avait écrit beaucoup plus tôt, dès 1948, un ouvrage intitulé *Le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle*, dans lequel il annonçait la venue imminente d’une société de services. Le grand espoir était qu’elle donnerait la part belle à des emplois où les humains s’occuperaient des humains (comme médecins, éducateurs, psychanalystes, etc.) plutôt que de passer leur temps à travailler la terre ou la matière. Son optimisme était toutefois corrigé par une contrepartie, peu gênante à ses yeux, qui était que cette transition se traduirait aussi par un ralentissement voire une extinction de la croissance économique. Si le bien que produit un prestataire se mesure au temps qu’il passe avec ses clients, comme une aide-soignante avec une personne âgée ou un comédien devant une salle de théâtre, alors il est inexorable que la croissance ralentisse. Ce syndrome est également connu chez les économistes comme la « maladie des coûts », *cost disease*, de Baumol. Tout l’enjeu des nouvelles technologies, comme l’analysent **Philippe Aghion, Céline Antonin et Simon Bunel** dans l’article proposé dans ce numéro, peut s’interpréter comme une manière, difficile, de conjurer cette « maladie des coûts ».

Rappel :

Les jugements et opinions exprimés par les auteurs n’engagent qu’eux mêmes, et non les institutions auxquelles ils appartiennent, ni a fortiori l’Insee.

\* École d’économie de Paris ([daniel.cohen@ens.fr](mailto:daniel.cohen@ens.fr))

Le paradoxe qu'il est parfois difficile de saisir est que le rythme de croissance des Trente Glorieuses, qui paraît miraculeux aujourd'hui, a fait l'objet en son temps d'une formidable contestation. Mai 68 a marqué l'explosion d'un rejet de ce modèle par une jeunesse, étudiante et ouvrière, qui n'acceptait plus l'ordre hiérarchique, patriarcal, de la société industrielle de l'époque. À certains égards, la transformation qui allait suivre a essayé de répondre aux aspirations nées dans les *sixties*.

Comme l'analysent trois articles, une immense transformation du marché du travail va être engagée au cours de cinquante dernières années. La féminisation du marché du travail en est le premier trait distinctif. L'une après l'autre, les professions réputées masculines (avocats, médecins, etc.) sont devenues majoritairement féminines. Comme le rappellent **Dominique Meurs et Pierre Pora**, les femmes ont entièrement comblé leur retard sur les hommes en matière de capital humain (éducation et expérience), voire les ont dépassés en ce domaine. Le décalage de rémunération reste toutefois très élevé : les femmes gagnent, en moyenne, 20 % de moins que les hommes, du fait notamment des retards de promotion qu'implique encore la maternité. C'est le grand chantier inachevé de la féminisation du travail : que la paternité soit aussi (peu ?) exigeante que la maternité eu égard à la carrière des deux parents.

La hausse de l'éducation et de la qualification de l'emploi est l'autre grande mutation de la période couverte. L'entrée sur le marché du travail a été de plus en plus tardive, à mesure que le taux de scolarisation des nouvelles cohortes s'est élevé. L'une des grandes espérances de ce qu'on a appelé, pendant un temps, la société post-industrielle, était de devenir une société d'information et de connaissance. Comme le montrent toutefois **Dominique Goux et Éric Maurin**, c'est ici aussi la cause d'une nouvelle frustration. Un grand nombre de jeunes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur ont dû se résoudre à prendre des emplois moins qualifiés qu'espérés, rivalisant *de facto* avec des jeunes moins éduqués qui ont ainsi subi une concurrence imprévue, poussant leurs rémunérations à la baisse, créant une double peine, de déqualification pour les diplômés et de concurrence accrue pour les moins bien dotés scolairement. La pression concurrentielle plus vive qui s'exerce sur le monde du travail a aussi conduit à augmenter la précarité de l'emploi. Comme le rappellent **Olivier Marchand et Claude Minni**, elle s'est imposée dans un très grand nombre de situations, à l'entrée du marché du travail pour les jeunes qui doivent enchaîner un très grand nombre de CDD court avant de trouver un emploi stable, pour tous ceux qui sont désormais comptés dans le « halo du chômage », ni tout à fait dans l'emploi ni en dehors...

Un grand nombre de pays de l'OCDE ont subi une baisse de la part de la rémunération du travail dans la valeur ajoutée. L'analyse de **Mathilde Pak, Pierre-Alain Pionnier et Cyrille Schwelnu**s montre que ce déclin est lié en partie à l'émergence de firmes « superstars », à la frontière technologique, dont le contenu en travail est faible. La mondialisation de la chaîne de valeur, en faisant peser une pression concurrentielle sur le travail, fait aussi partie des facteurs qui y contribuent. Tous les pays, toutefois, n'ont pas subi ce déclin, que ce soit par l'absence de firmes superstars, ou parce que le marché du travail s'y est révélé plus protecteur. Comme le montrent **Gilbert Cette, Lorraine Koehl et Thomas Philippon**, c'est le cas en France, où la mesure d'une baisse globale des salaires dans la valeur ajoutée dépend beaucoup du point de comparaison choisi et d'un certain nombre d'hypothèses sur le traitement statistique des revenus, immobiliers notamment.

Sur le terrain de la distribution des revenus et de la richesse, les analyses de **Bertrand Garbinti et Jonathan Goupille-Lebret** proposent également une comparaison avec la situation américaine. Aux États-Unis, la part du revenu national de la moitié inférieure de la population s'est réduite de moitié, passant de plus de 20 % en 1983 à 10 % aujourd'hui ! Les évolutions que montrent les données françaises sont moins frappantes, mais néanmoins marquées. Les hauts revenus ont crû deux fois plus vite que ceux du reste de la population depuis 1983 : le revenu du 1 % le plus riche a augmenté de 2.2 % l'an contre moins de 1 % pour les 99 % restants. *In fine*, la part du revenu du top 1 % est passé de 7 % du revenu total en 1983 à 11 % en 2014, soit une hausse de 50 %.

Comprendre les inégalités oblige bien souvent à quitter le domaine rassurant de la macro-économie, habituée à raisonner à partir d'un agent représentatif, pour comprendre la micro-réalité du monde social. L'article de **François Legendre** dresse un tableau vivifiant des progrès qui ont été réalisés en ce domaine par les modèles de microsimulation. L'article de **Denis Fougère et Nicolas Jacquemet** fait également une revue passionnante des méthodes qui ont permis de renouveler les analyses d'impact des politiques économiques et sociales, en étant attentifs aux biais qui naissent des effets de sélection ou d'auto-sélection des publics visés.

Revenant sur le chemin parcouru, il eût été bien difficile de prévoir, en 1960, que la difficulté de vivre, de finir ses fins de mois, resterait si prégnante pour des pans entiers de la population, malgré une multiplication par 4.5 du revenu disponible des ménages. Un sentiment de peur du futur, qui semble très élevé aujourd'hui, explique en grande partie, partout dans le monde, le mal-être des classes populaires. Mais la croissance dont le ralentissement apparaît comme la cause de tous les maux, pose elle-même de nombreuses questions. La mesure de son impact sur le réchauffement climatique, qui n'aurait pu être posée dans le premier numéro d'*Économie et Statistique*, est devenue centrale. La crise pétrolière de 1973 avait certes montré les limites dues à l'épuisement des ressources rares, analysées dans le célèbre « Halte à la croissance » du rapport Meadows. Très tôt toutefois, dans un article prophétique publié en 1972, Nordhaus et Tobin avaient répliqué que les limites à la croissance n'étaient pas dues à la rareté annoncée du pétrole, mais bien davantage à la rareté des biens communs, disponibles gratuitement et faisant donc l'objet d'une exploitation excessive. Leur analyse concluait déjà à la nécessité de se focaliser sur la préservation des ressources naturelles gratuites (« l'air pur ») plutôt que sur la préservation des ressources naturelles « payantes » : « *Il n'y a pas de raison de stopper la croissance économique pour préserver les ressources naturelles, mais il y a de bonnes raisons à fournir les incitations économiques appropriées pour préserver les ressources dont les coûts d'exploitation privés sont inférieurs au vrai coût pour la société.* » (traduit de Nordhaus & Tobin, 1972, p. 24). Analyse prophétique, qui souligne à quel point la rareté annoncée du pétrole n'était pas le problème, mais au contraire, de manière exactement inverse, que le problème a été que la hausse des prix a déclenché de nouvelles découvertes qui ont mis en péril l'équilibre climatique de la planète. L'article d'**Alain Quinet** donne toute la mesure des efforts qui restent à accomplir pour faire face au défi posé par notre modèle de croissance. Nous saurons dans 50 ans, pour le centenaire d'*Economie et Statistique / Economics and Statistics*, si ce défi a été relevé par les nouvelles générations. □

---

### Références

**Fourastié, J. (1949).** *Le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle. Progrès technique, progrès économique, progrès social.* Paris : PUF.

**Fourastié, J. (1979).** *Les Trente Glorieuses.* Paris : Fayard.

**Meadows, D. H., Meadows, D. L., Randers, J. & Behrens, W. W. (1972).** *The Limits to Growth.* New York: Universe Books.

**Nordhaus, W. D. & Tobin, J. (1972).** Is Growth Obsolete? In: *Economic Research: Retrospect and Prospect, Vol. 5, Economic Growth.* New York: National Bureau of Economic Research.

